

Campus Paris-Saclay : un projet à marche forcée ?

Conseil Scientifique National de l'INRA - 23/11/2012

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Site internet : <http://www.inra.cgt.fr/> - Document réalisé le 07/03/2012

Déclaration des élus des secteurs scientifiques de l'INRA au CSN

Madame la ministre G. Fioraso nous a récemment expliqué que son rôle était de mettre en œuvre la feuille de route posée par le premier ministre et par François Hollande, à savoir l'accélération de la mise en place des Investissements d'avenir, des IDEX et des Plans Campus, et en particulier le projet campus Paris Saclay.

Actuellement, sur le budget 2013, 88,6 Millions d'€ d'autorisations d'engagement sont prévus pour le déménagement d'AgroParisTech et de l'INRA sur Saclay, preuve que le système avance. Toutefois, dans le cadre de la politique d'austérité actuelle, on peut se demander quelle est l'opportunité d'un tel investissement qui grèvera à terme le financement des autres unités de recherche.

Nous nous interrogeons donc sur la position de l'INRA en terme scientifique et de gouvernance dans le cadre de ce projet.

Sans mettre en avant aucune stratégie scientifique commune, la FCS ne vise qu'à répondre au benchmarking du syndrome de Shanghai pour faire partie des 10 meilleures universités mondiales, en rassemblant les unités évaluées A+, les grandes écoles « d'élite » et les industriels.

De plus, la récente contribution de la FCS Campus Paris Saclay pour les assises de la recherche des 26 et 27 novembre prochains illustre bien l'orientation de ce projet : mobiliser les acteurs de la recherche vers les entreprises, avec une focalisation annoncée vers l'innovation par exemple par la mise en place d'un club de financeurs privés et publics, d'un service d'entrée à destination des PME. Pour nous, élus des secteurs scientifiques de l'INRA au CSN, la marchandisation des connaissances n'est pas le meilleur moyen de mettre la Recherche Publique au service de la société.

Par ailleurs la FCS affiche clairement son objectif d'une « Université de plein exercice dotée d'une gouvernance unique, les entités fondatrices conservant toutefois certains de leurs marqueurs identitaires ». L'INRA, membre de droit de la FCS, partage-t-elle vraiment ce discours, et a-t-elle été associée à de telles orientations ?

En l'absence de consultation des vrais « acteurs » de la recherche, la majorité des représentants des personnels des entités concernées et de Directeurs de grosses unités de recherche ont demandé un moratoire sur la création du campus Paris Saclay. Il paraît donc important aujourd'hui de consulter sur ce point les vrais « acteurs » de la recherche, à savoir ceux qui la font réellement.

Aujourd'hui, il nous paraît indispensable de porter ces divers points à la connaissance des membres du CSN, et de leur faire part de nos réticences et de nos inquiétudes sur l'avenir de la recherche agronomique publique et indépendante, telle qu'elle est défendue à l'INRA.

Les élus des secteurs scientifiques de l'INRA au CSN.